

Résolution présentée par la délégation de la

Principauté de Monaco

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne La protection des données bancaires personnelles

L'Assemblée Générale,

Observant la tendance que prend l'ensemble des gouvernements à imposer à leurs organismes bancaires une totale transparence quant à la fortune de leurs clients,

Relevant que tout citoyen a le droit à une protection de sa vie privée, celle-ci incluant ses données bancaires, selon l'article 12 de la déclaration universelle des droits de l'homme,

Craignant que cette tendance incite la population à délaisser les banques, pilier de notre société moderne, en conservant sa fortune en argent liquide, de façon non déclarée, soit frauduleuse, causant des pertes financières non négligeables aux pays concernés,

Déplorant, la fermeture de 12 banques monégasques entraînant un grand nombre de licenciements et causant des pertes économiques importantes à la principauté,

Craignant que des scénarios similaires se reproduisent dans d'autres états et conduisent à une crise économique de grande ampleur à l'échelle mondiale,

Soulevant que c'est aux gouvernements concernés de faire le nécessaire pour encourager leurs citoyens à se soumettre à la loi, en déclarant librement leurs fortunes, leur octroyant éventuellement des avantages financiers ou de quelque nature que ce soit,

Décide d'organiser des commissions de travail menant une réflexion sur l'utilité et la possible révocation des articles de lois, obligeant les banques à transmettre les données bancaire de leurs clients aux autorités fiscales ;

- l'instauration d'un traité universel de protection des données bancaires pour tous les citoyens, leur laissant le libre choix de déclarer leur s fortunes où ils le souhaitent et dans quelle mesure ;
- l'organisation annuelle d'un sommet international bancaire où les différents états membres pourraient discuter des différentes notions de confidentialité des données bancaires ainsi que des relations qu'ils entretiennent avec les banques et leurs clients.

Le texte français fait foi